

CIFE Note de recherche n°105

Karima Dirèche*, 15 juin 2020

Le hirak algérien. Quelques éléments de décryptage

Depuis le 22 février 2019, l'Algérie est secouée par un mouvement de protestation contre le cinquième mandat du président Abdelazziz Bouteflika qui a pris tout le monde de court. Ce mouvement de protestation est marqué, chaque vendredi, par le déploiement de gigantesques mobilisations citoyennes sur l'ensemble du territoire national marquées par la grande jeunesse² des manifestants (à l'image de la démographie du pays) et la diversité des groupes sociaux et des sensibilités politiques. L'annonce d'un cinquième mandat d'un président malade³ et fortement diminué (et au pouvoir depuis 1999) a fait sortir les Algériens dans la rue, du Nord au Sud et d'Est à l'Ouest pour dénoncer la folie d'une cinquième candidature.

Depuis la sortie de crise de la Décennie noire⁴ en 1999, l'évidence s'était imposée que les Algériens étaient vaccinés contre la tentation de descendre dans la rue en raison de la mémoire encore fraîche des violences de la « décennie noire » des années 1990. Or les Algériens ont démenti cette fausse certitude. Et rares sont ceux qui avaient anticipé un tel mouvement. Car la lecture assenée, depuis près de vingt ans, par les dirigeants algériens d'une société figée dans le trauma des années 1990 et, depuis supposée être en état de sidération, était très culpabilisante. En effet, les autorités publiques, politiques et religieuses, répétaient à l'envi que les violences de la « décennie noire » ont été le résultat des contestations politiques de la fin des années 1980, notamment le proto-printemps algérien de 1988 qui ont remis en question l'ordre politique qui assurait, depuis l'indépendance, la sécurité et la paix. Une contestation qui a provoqué cette « tragédie nationale » (selon la formule officielle) qui a figé les individus dans le malheur et la crainte du chaos en leur niant tout répertoire d'action et de velléité de mobilisation collective. Du coup, on a fini par se convaincre que les Algériens ne sortiront plus dans la rue car ils ont trop souffert et n'aspirent plus qu'à la quiétude et la paix, fut-ce au prix de d'une stabilité politique incarnée par un homme dont on ne savait s'il était encore vivant ou mort.

Les gigantesques manifestations du 19 février ont révélé que les Algériens n'ont pas été intimidés par

ce rappel culpabilisant de la violence passée. Elles ont également révélé que la supposée dépolitisation du peuple algérien héritée des violences de 1990 n'était qu'une fiction construite par un régime politique dont la condescendance et la morgue à l'égard de ses concitoyens sont allées jusqu'à imposer et médiatiser le symbole du fauteuil vide occupé par un cadre à l'effigie du président qui ont fait dire aux Algériens « Nous n'irons pas voter pour un fauteuil vide ». Les Algériens ont très vécu mal l'humiliation de ce rituel surréaliste d'allégeance à un cadre et le refus du cinquième mandat va rapidement se conjuguer avec celui d'une remise en question d'un régime arrogant, corrompu et prédateur des richesses nationales.

Bouteflika a incarné l'ordre retrouvé et la sécurité de l'après- « décennie noire ». Quand il arrive au pouvoir en 1999, le pays est exsangue, abandonné à lui-même. Bouteflika instaure la concorde civile et la réconciliation nationale, certes au prix de l'abandon de toute justice transitionnelle et du verrouillage de la mémoire, cette fameuse « amnistie-amnésie » qui interdit de donner les noms des coupables. Mais l'Algérie repart de l'avant. L'économie est relancée avec d'ambitieuses politiques de développement et de modernisation du pays, financée par la rente pétrolière. Par ailleurs, Bouteflika est doté d'une légitimité historique, celle d'être issu de cette génération de grands leaders indépendantistes associée à la guerre de libération. Tous les Algériens lui reconnaissent le mérite d'avoir sécurisé le territoire et d'avoir quelque peu redistribué les revenus de la rente pétrolière.

Le « ruissellement » économique et les grands projets d'infrastructures alimentés par la rente pétrolière ont permis également d'acheter la paix sociale. Outre les gigantesques chantiers d'équipements et d'infrastructures, ces années, fastes pour les Algériens, se sont concrétisées par des prêts sans intérêts, des subventions accordées pour des jeunes entreprises et pour les produits de base et une politique de logements très généreuse (construction de deux millions de logements) qui a absorbé l'exode rural nourri par la « décennie noire » et mis fin à l'habitat précaire et aux bidonvilles. Sous

les deux derniers mandats de Bouteflika, la performance du dispositif d'Etat-providence et de l'assistanat social a été accélérée par les « printemps arabes » de 2011. Si les Algériens ne sont pas entrés dans les soulèvements, c'est parce qu'ils avaient encore le souvenir de la violence inouïe qui s'était abattue sur eux au cours des années 1990 et craignaient le retour du chaos ; en ce sens, les turbulences des pays voisins ont eu un effet plutôt répulsif sur la société algérienne et le confort assuré par l'Etat-providence y a participé sans aucun doute. Mais la grande interrogation aujourd'hui concerne les effets de la chute du prix du pétrole depuis 2014. Certes, l'Algérie a encore des marges de manœuvre mais ses réserves de change commencent à fondre comme neige au soleil. L'Etat algérien n'a plus les moyens de cette politique d'achat de la paix sociale qui a caractérisé les vingt dernières années et il n'a plus par les moyens de faire face aux grands défis à venir notamment celui de l'explosion démographique du pays⁵.

Le président Bouteflika est également l'incarnation d'un système politique complexe structuré par plusieurs forces en présence : un clan familial présidentiel, l'armée, les services de sécurité, le forum des chefs d'entreprise mais également de nouveaux acteurs économiques privés. Toutes ces forces convergent autour de la prédation de la rente des hydrocarbures (97% des exportations et des devises) en éliminant toute opposition organisée (parfois en l'associant à la corruption) et en mettant les médias au garde à vous.

L'armée qui a été au cœur du pouvoir algérien depuis 1962 est toujours très présente sous les mandats de Bouteflika mais son influence, telle qu'elle s'exerçait il y a trente ans, a objectivement diminué. Plusieurs raisons l'expliquent. D'abord, elle a été cantonnée exclusivement à un rôle sécuritaire – la lutte anti-terroriste – qui l'a beaucoup occupée. En outre, elle est en compétition avec de nouveaux acteurs, comme l'ont illustré les limogeages de grandes figures de l'armée et de ses services secrets. On note aussi qu'une partie des militaires mis à la retraite occupe une place privilégiée dans le monde des affaires. Ils jouent souvent les intermédiaires entre l'État et les investisseurs ou les prestataires – nationaux ou étrangers – et régulent la compétition. Quelque chose a changé. L'oligarchie militaire est très présente encore mais elle est traversée par différents courants. Elle doit également négocier avec d'autres acteurs politiques, tels ces puissants hommes d'affaire fraîchement apparus qui se

constituent des fortunes phénoménales. On assiste ainsi à une collusion entre les mondes des affaires, le monde politique et le monde de l'armée, ce qui ne facilite pas la lecture et l'identification des différentes forces en présence que constitue le « pouvoir algérien ». Ce que l'on sait, c'est que cela implique de la corruption à une très grande échelle, de la prédation et des blocages sur des projets qui pourraient être très importants pour le pays.

C'est contre ce système que la mobilisation citoyenne, telle qu'elle s'exerce depuis février 2019, s'élève avec une maturité et une organisation qui a déconcerté de nombreux observateurs. Le *Hirak* (le mouvement) tel que les Algériens ont décidé d'appeler leur contestation s'est démarqué dès les premières actions par un répertoire d'actions originales et créatives et par un pacifisme à tout épreuve. La démission (ou plutôt la destitution) de Bouteflika, le 2 avril 2019, n'a pas sonné la fin de la partie. Le slogan « Non au cinquième mandat » a été remplacé par « #yetnehaw ga3 » (qu'ils dégagent tous !). Et la reprise en main par le chef d'Etat-Major, Gaïd Salah, montre la vraie nature du pouvoir politique.

L'Algérie, depuis la destitution de Bouteflika en avril dernier, est confrontée directement à l'armée qui se montre à découvert pour la première fois depuis l'indépendance et révèle ainsi, sans fard, l'ADN du pouvoir politique. Cette armée qui a toujours été considérée, avec une soumission révérencieuse et craintive, comme une entité opaque, silencieuse et détentrice de tous les pouvoirs, apparaît dans sa nudité, avec Gaïd Salah, caricature de tous les généraux algériens. L'absence totale de son sens politique a contribué à faire tomber définitivement le mythe d'une institution qui fonctionnait et se reproduisait à l'abri des regards...La fin du mythe de l'armée héroïque et éternellement victorieuse, l'explosion de tous les scandales de corruption, l'énormité de la gabegie d'Etat expliquent en grande partie la détermination du peuple algérien.

L'armée algérienne désireuse de l'instauration rapide d'un pouvoir civil met sa priorité dans l'organisation des élections présidentielles alors que le *Hirak* réclame, dès le début de son action, une nouvelle Constitution et une instance indépendante pour organiser un rendez-vous électoral. Le légalisme constitutionnel de l'armée est proportionnel avec l'urgence pour elle de ne plus s'exposer dans la vie politique et de se retrancher derrière un nouveau pouvoir civil. Si le *Hirak* a réussi à reporter deux

dates prévues pour des élections (18 avril et 4 juillet 2019), celle du 12 décembre 2019 est un passage en force qui impose un nouveau président de la République (choisi par l'Etat-Major), Abdelmadjid Tebboune qui, selon les Algériens, est le président le plus mal nommé de l'histoire avec une participation électorale de moins de 30% et des soupçons très forts de bourrage des urnes. Ces élections sont organisées uniquement pour imposer une présidence civile sélectionnée et choisie par l'Etat-Major. Cette élection s'inscrit dans la tradition de l'armée algérienne qui, depuis l'indépendance, a fait et défait les présidents qui se sont succédés à la tête de l'Etat pour assurer la continuité d'un « système » comme les Algériens le désignent. Mais la donne a changé car l'Algérie post-22 février a révélé des forces motrices et un pouvoir de contestation que personne n'a vu arriver. En occupant l'espace public tel que cela a été fait depuis maintenant plus d'un an, le rapport de forces de l'échiquier politique national a été totalement bouleversé.

La pandémie du Corona Virus a suspendu, depuis le mois de mars 2019, le rituel des manifestations hebdomadaires. Et le nouveau gouvernement a accentué sa répression sur les *hirakistes* qui se comptent par milliers dans les prisons algériennes. Ces détenus d'opinion sont soutenus par la nouvelle culture politique de la citoyenneté mise à l'œuvre dans le *hirak* qui a structuré les résistances et les oppositions et qui ne cultivent aucun doute sur les formes de résilience du système politique qui demeure un système d'allégeance adossé à des cercles concentriques de clientèles soumises et à une économie de rente captée au trois quarts par l'élite aux commandes. Le montant des subventions d'Etat accordées à la population (prix des denrées alimentaires de base, de l'énergie, de la gratuité de l'enseignement et de la santé...) n'est rien comparé à celui de la corruption et des capitaux colossaux investis à l'étranger.

La suspension provisoire du *hirak* ne l'a pas condamné à restreindre son champ d'action et n'a pas essoufflé son élan. Rejetant un avenir hypothéqué par une oligarchie d'Etat, au pouvoir depuis près de six décennies, la société algérienne se

dévoile dans toute sa diversité et sa créativité dans l'urgence aigüe du changement et de la transition politiques. Face à l'autisme d'un pouvoir politique au logiciel obsolète, les mobilisations citoyennes étendues sur l'ensemble des 48 *wilayate* (préfectures) du territoire national ont, toutes en commun, de refuser une transition contrôlée par le haut. Elles préfigurent des changements à court terme qui, sans doute, refonderont le pacte national.

***Karima Dirèche** est directrice de recherche au laboratoire Telemme de la Maison méditerranéenne des Sciences de l'Homme à Aix-en-Provence.

Références:

- ¹ Conjuguées par la suite, par la manifestation des étudiants chaque mardi de la semaine
- ² Une jeunesse urbanisée et très éduquée ; sans doute, un niveau d'éducation le plus élevé des mondes musulmans et africains.
- ³ Le président Bouteflika a été victime d'un AVC en 2013 qui l'a laissé diminué, paralysé et aphasique. Depuis, ses apparitions ont été très rares et remplacées par son effigie dans un cadre sur un fauteuil présidentiel
- ⁴ Période de près de dix ans qui a confronté des forces islamistes armées aux services de sécurité de l'Etat. Le bilan des violences est de 200.000 morts et de 20.000 disparus
- ⁵ 45% de la population algérienne à moins de 24 ans